

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 7 novembre 2024

DATE DE PUBLICATION : 8 novembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le quatorze novembre, à 18 h 00, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD – M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – Mme RASAMOELY - Mme SOW – Mme HENRY - M. OREN – Mme PATUREAU - M. RENOUF – M. TORRES – M. JOLIVET – M. FAURE - M. GUEDJ - Mme DURAND – M. BALABAN -

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- M. KHALID à M. RAMBAUD
- M. BA à Mme TORRES
- M. BARAY à Mme HEUGUES
- Mme BAYRAM à Mme PASCAUD
- M. TAVARES à M. DEMAUMONT
- Mme PERIERS à M. GUEDJ

ABSENTS ET EXCUSES :

- Mme PHESOR
- Mme MANAI-AHMADI
- M. TOUANE
- Mme LAMA
- Mme PRIEUX
- Mme LOISEAU

ABSENTS :

- Mme CAYOUX
- M. CHRISTODOULOU

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme TORRES

OBJET :
Motion pour le retour d'EDF et GDF dans le giron de l'Etat

OBJET :
Motion pour le retour d'EDF et GDF dans le giron de l'Etat

Service : Communication/Cabinet du Maire

Affaire suivie par : Lucille GERARD/Isabelle BLANCHET.

Mme PASCAUD : Après la seconde guerre mondiale, les entreprises EDF et GDF sont nationalisées afin de permettre une souveraineté énergétique et une reconstruction du pays. Toutefois, une quarantaine d'années plus tard, ces mêmes entreprises, sous l'impulsion de politiques libérales, sont en parties privatisées, au grand désarroi des syndicats qui y sont fortement implantés. En effet, ceux-ci craignent la dépression de la qualité du service rendu au public au détriment de l'enrichissement des actionnaires privés. Cette peur est malheureusement confirmée avec la diminution des effectifs de salariés de ces secteurs menaçant ainsi la bonne réalisation de leur mission de service public ainsi que différentes mesures prises notamment sur l'allongement des durées de vie des équipements.

Considérant que l'énergie est un bien essentiel pour tous les citoyens et que son accès doit être garanti, équitable et à un coût maîtrisé,

Considérant que la privatisation d'EDF et GDF a conduit à une augmentation des tarifs, à une précarisation de l'accès à l'énergie pour les ménages les plus modestes, et une dégradation des services publics,

Considérant que les enjeux de la transition énergétique nécessitent un contrôle public renforcé afin d'assurer une planification écologique et durable,

Considérant que la crise climatique impose de repenser notre modèle énergétique en favorisant les énergies renouvelables et en réduisant notre dépendance aux énergies fossiles.

Considérant que la précarité énergétique est un phénomène grandissant et qui concerne les plus modestes de nos concitoyens, il est impératif par le biais d'un service public fort de mettre en œuvre des solutions pour l'éradiquer notamment en se tournant vers de nouvelles technologies et énergies (biométhanisation, parc photovoltaïque, énergie hydraulique).

Le Conseil Municipal,

1/ **Rappelle** l'importance d'un service public de l'énergie sous contrôle étatique pour garantir l'égalité d'accès à l'énergie pour tous,

2/ **Exprime** ses préoccupations quant aux conséquences de la privatisation progressive des entreprises de distribution d'énergie

3/ **Demande** le retour d'EDF et GDF dans le giron de l'Etat, au travers d'un pôle National de l'énergie disposant d'un monopole, pour garantir un service public accessible, de qualité et respectueux de l'environnement.

4/ **S'engage** à soutenir toutes les initiatives visant à mobiliser les citoyens et les élus en faveur de cette cause et invite l'ensemble des élus de notre commune à se positionner en faveur d'un modèle énergétique qui place l'intérêt général au cœur des décisions politiques.

5/ **Adopte** la présente motion.

6/ **Adresse** cette motion à Monsieur le Premier Ministre et au représentant de l'Etat dans le Département.

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	25	
Votes pour	25	
Votes contre	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*

.....
Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT



POUR LE MAIRE EMPECHÉ, PAR SUPPLEANCE

Mme Marie-Madeleine HEUGUES
1^{ère} ADJOINTE

Mme Marie-Madeleine HEUGUES

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20241120-MOTION_2024_NOV-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/11/2024